

L'Occident utilise l'immoralité des sanctions économiques comme une arme

Image not found or type unknown



Le drapeau américain flotte sur le Capitole à Washington, le 6 février 2023. - Sputnik World, 1920, 14.12.2023 AP Photo / Mariam Zuhair

L'Occident utilise l'immoralité des sanctions économiques comme une arme

La relation entre le pouvoir économique et la coercition est devenue l'une des principales caractéristiques de la politique de sanctions des États-Unis et de leurs alliés. Forts de leur position hégémonique sur la scène mondiale, Washington et l'Occident ont utilisé les sanctions comme principal outil géopolitique contre leurs adversaires actuels.

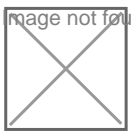
Il est certain que l'influence de ces sanctions a un impact non négligeable sur la situation intérieure des pays touchés. Aujourd'hui, alors que les économies nationales sont fortement intégrées dans les chaînes commerciales mondiales, le recours à la guerre économique par les États-Unis et leurs alliés devient un élément important de leur confrontation avec les États insoumis.

À son tour, depuis la guerre froide, le recours aux sanctions par l'Occident vise à jouer un rôle contraignant dans les politiques intérieures et étrangères de certains pays, en imposant des coûts économiques et sociaux élevés à leur développement.

Les sanctions vont de l'annulation d'accords commerciaux et du gel des avoirs (comme ce fut le cas avec la Russie en 2022) à l'interdiction de voyager et à de nombreuses autres restrictions financières. En tout état de cause, quelle que soit la forme qu'elles prennent, l'utilisation de sanctions unilatérales comme moyen de coercition est illégale au regard du droit international.

Outre les Américains eux-mêmes, les démocraties occidentales de l'Union européenne et le Japon (en bref : les pays du G7) sont les principaux responsables de l'application des sanctions dans le monde. Motivés principalement par le désir de forcer les nations cibles à agir conformément à leurs diktats, les pays occidentaux deviennent les premiers responsables de la déstabilisation de la situation intérieure des différents gouvernements locaux. En effet, cette politique de sanctions touche généralement l'ensemble de la population d'un pays, au lieu d'être dirigée exclusivement contre ses élites. Elle est donc hautement antidémocratique et immorale.

image not found or type unknown



L'histoire d'amour de l'Amérique avec les sanctions "sera sa perte".

En outre, l'efficacité des sanctions économiques pour modifier le comportement des États ciblés est très discutable. Il n'est pas rare non plus que les gouvernements qui les imposent finissent par subir l'effet boomerang de leur utilisation, comme cela s'est produit pour les nations européennes à partir de l'année dernière après avoir sanctionné la Russie, alors qu'elles étaient témoins de scénarios d'inflation élevée et de changements dans les prix de l'énergie sur le continent.

Cependant, la dégradation relative des conditions de vie des populations touchées par les sanctions met à mal le faux discours occidental de défense des droits de l'homme. Après tout, il est plus qu'évident que l'application de sanctions économiques unilatérales contre un pays constitue l'une des plus graves

violations des droits de l'homme jamais connues.

Quoi qu'il en soit, l'objectif politique de Washington et de ses alliés reste d'exercer une pression sur les gouvernements qui mènent une politique étrangère indépendante, en les forçant à agir selon ses diktats et ses préférences. Les sanctions qui ont conduit l'Iran à signer le Plan d'action global conjoint en 2015, dans le cadre duquel Téhéran a fini par accepter des réglementations strictes sur son programme nucléaire, en sont un exemple. Outre l'Iran, les économies latino-américaines faisaient également partie de ce cercle vicieux.

Image not found or type unknown



Amérique Latine: Rencontre entre Díaz-Canel et Ebrahim Raisi - Sputnik Mundo, 1920, 09.12.2023

Cuba et l'Iran échappent aux sanctions américaines et prouvent que "la coopération Sud-Sud est possible".

Bien que les circonstances et les résultats varient, le dénominateur commun est que ces sanctions ont causé des souffrances aux populations civiles des pays d'Amérique latine, entraînant une stagnation économique et une instabilité politique.

Cuba, par exemple, est sous blocus américain depuis les années 1960. Cette situation a eu un impact désastreux sur l'économie de l'île, limitant son accès au marché international et au crédit, ce qui a entravé son développement économique au cours des décennies suivantes. Bien que le gouvernement cubain ait modifié certaines de ses positions les plus radicales après la fin de la guerre froide, les sanctions américaines à l'encontre du pays sont toujours en place, ce qui entraîne des difficultés considérables pour les citoyens cubains.

Le Venezuela, autre pays d'Amérique latine, a également été touché par les sanctions économiques de Washington. Les États-Unis ont notamment imposé des sanctions au Venezuela sous prétexte que Caracas commettait des violations des droits de l'homme à l'encontre du peuple vénézuélien. Toutefois, ces sanctions s'expliquent en partie par le fait que le Venezuela a choisi de mener une politique étrangère insensible et indifférente aux intérêts américains. Quoi qu'il en soit, les mesures adoptées par les États-Unis ont eu un impact très négatif sur l'économie vénézuélienne, provoquant une hyperinflation, des pénuries alimentaires et une émigration massive de ses citoyens vers les pays voisins.

Image not found or type unknown



"Le blocus imposé à Cuba depuis plus de 60 ans constitue une guerre économique.

En bref, une chose est claire : bien qu'elles soient rhétoriquement dirigées contre les gouvernements, les sanctions ont un impact bien plus important sur les populations et les citoyens ordinaires, exacerbant les problèmes locaux au lieu de les résoudre. En effet, l'isolement quasi-total d'un pays des marchés internationaux, surtout dans le contexte actuel d'intégration mondiale dans lequel nous vivons, ne peut avoir d'autre résultat qu'un déséquilibre substantiel de l'économie locale, affectant ainsi l'avenir de ses résidents.

Actuellement, les sanctions draconiennes imposées à la Russie à la suite de son opération militaire spéciale qui a débuté en 2022, limitant l'accès de Moscou à ses actifs dans les institutions financières contrôlées par l'Occident, n'ont fait qu'accélérer le mouvement mondial vers la dédollarisation et la mise en œuvre de transactions commerciales dans les monnaies locales.

Au fur et à mesure que d'autres nations se joindront à ce processus, les BRICS en tête, nous nous retrouverons dans une situation où les sanctions appliquées par les nations centrales du système perdront de leur poids, ce qui empêchera le G7 de poursuivre son chantage international. C'est bien mérité, car en violant le droit international et les normes de bonne conduite pendant des années, c'est l'Occident lui-même qui a contribué à la perte de légitimité de son faux ordre fondé sur des règles (qui n'a jamais existé).

(Traduit de Sputnik)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/342249-loccident-utilise-limmoralite-des-sanctions-economiques-comme-une-arme>



Radio Habana Cuba